

# CEAS-point-com

Centre d'Étude et d'Action Sociale (CEAS) de la Mayenne  
6, rue de la Providence - 53000 Laval - Tél. 02.43.66.94.34 - Fax. 02.43.02.98.70 - Mél. ceas53@wanadoo.fr

N° 62 – 9 janvier 2004



## Aide à domicile

### Une équipe CMR prend position

La *Lettre du CEAS* n° 185 de décembre 2003 s'inquiétait du financement de l'aide à domicile auprès des familles dans le département (« C'est un peu un dialogue de sourds », pp. 2 et 3). Une équipe des Chrétiens dans le monde rural (CMR), à Changé, s'est également préoccupée de cette question.

Dans la Revue d'information des mouvements d'action catholique rurale en Mayenne (n° 63 de décembre 2003), l'équipe CMR de Changé explique que l'insuffisance du financement aura deux conséquences graves : d'une part la baisse du nombre de familles aidées et/ou la diminution du volume d'heures d'intervention ; d'autre part le licenciement probable de techniciennes d'intervention sociale et familiale (TISF) dans chacune des trois associations (AFAD, Aid' a dom et FD.ADMR).

L'équipe CMR de Changé a adressé un courrier au président du Conseil général. Se déclarant heurtée profondément par les réactions du Conseil général, elle

considère que « réduire une prestation pour régler un problème budgétaire est une fausse solution ». Elle ajoute que cette solution a pour conséquence, « non seulement le licenciement probable d'un certain nombre de salariés, mais aussi la réduction de la prévention, du formidable travail effectué dans les familles. Accepter ceci, c'est faire peu de cas du développement humain et du lien social créé, développé par ce personnel qualifié. Est-ce qu'on peut parler d'économie budgétaire dans le cas d'un service social ? Peut-on quantifier un besoin social ? Ce service sera-t-il réservé aux familles qui ont le moyen de payer ? »

### L'accord est « opposable »

Cette question du financement vient de connaître un rebondissement. Le 8 septembre dernier, Gérard Bapt, député PS de la Haute-Garonne, avait posé une question écrite à François Fillon, ministre des affaires sociales. Dans sa réponse publiée au *Journal officiel* de l'assemblée nationale du 15 décembre 2003, le ministre précise : « Les départements prennent à leur charge la part de financement qui leur incombe, l'accord leur étant opposable ».

Depuis juillet, constate l'Union nationale des associations de soins et services à domicile (Unassad), « un

tiers des départements [dont la Mayenne] ne se sont pas sentis obligés de réviser leur tarif et raisonnent à enveloppes fermées, en diminuant le nombre d'heures accordées si leur coût augmente » (*Actualités sociales hebdomadaires*). Dès lors, l'Unassad juge la réponse du ministre comme étant « bien intéressante » et ajoute que « cela n'avait jamais été écrit aussi clairement ». Il reste qu'une réponse écrite d'un ministre à un député n'est pas opposable et ne constitue donc pas une source juridique...



## Nous avons reçu

**Association interconsulaire de la Mayenne, *Le mémento de l'économie mayennaise 2004*, 4<sup>ème</sup> trimestre 2003, 51 p. (10 euros).**

Avec de nombreux tableaux, graphiques et cartes, ce mémento dresse « *un panorama complet de l'économie* » du département.

**Institut national de la statistique et des études économiques des Pays de la Loire (INSEE), *Informations statistiques*.**

- « Les formes du retour au pays », n° 98, décembre 2003 – janvier 2004 (1 p.).

**Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), *INSEE Première* (4 p.).**

- « Le commerce de gros s'adapte aux pressions du marché », n° 935, décembre 2003.
- « Les filiales commerciales des groupes industriels : un rôle majeur », n° 936, décembre 2003.
- « La famille, pilier des identités », n° 937, décembre 2003.

**Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), *Etudes et Résultats*.**

- « Les allocataires de minima sociaux en 2002 », n° 276, décembre 2003 (8 p.).

**Statistique publique, *Recueil d'études sociales*, n° 28, articles publiés de mai à août 2003 (511 p).**

Le *Recueil d'études sociales* est une sélection d'études déjà publiées par différents organismes publics français d'études et de statistiques. Le CEAS est abonné à un certain nombre des publications qui sont utilisées dans cette compilation. Cependant, on peut mentionner quelques articles, parmi a priori les plus intéressants, dont le CEAS ne disposait pas :

- **Ministère de la jeunesse, de l'éducation et de la recherche, *Note d'information*.**
  - « Être professeur en lycée et collège en 2002 », n° 03-37 de juin 2003 (6 p.).

- « Les étudiants inscrits en médecine en janvier 2002 », n° 03-48 d'août 2003 (8 p.).

• **Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ), *Bref*.**

- « D'une région à l'autre, la mobilité des jeunes en début de vie active », n° 198 de juin 2003 (4 p.).
- « L'offre de formation continue – Regard des prestataires sur leur activité », n° 199 de juillet-août 2003 (4 p.).

• **Centre d'études de l'emploi (CEE), *Quatre pages*.**

- « Emplois-jeunes : devenir des emplois et des jeunes », n° 57 de mai 2003 (4 p.).
- « Intensité et conditions de travail », n° 58 de juillet 2003 (4 p.).

• **Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES), *Premières informations et premières synthèses*.**

- « Autonomie et communication dans le travail : les effets des nouvelles technologies », n° 20-1 de mai 2003 (8 p.).
- « Organisation du travail : comment les salariés vivent le changement », n° 24-1 de juin 2003 (10 p.).
- « Insertion par l'activité économique : plus de la moitié des salariés retrouve un emploi hors structure », n° 26-1 de juin 2003 (8 p.).
- « Les métiers en région dans les années 90 : redistribution des emplois, migrations et vieillissement », n° 28-1 de juillet 2003 (8 p.).
- « Les nouveaux usages du licenciement pour motif personnel », n° 28-2 de juillet 2003 (8 p.).
- « Pourquoi certaines femmes s'arrêtent-elles de travailler à la naissance d'un enfant ? », n° 29-2 de juillet 2003 (6 p.).
- « L'opinion des Français sur le chômage et les politiques de l'emploi : la pessimisme s'accroît en 2003 », n° 33-2 d'août 2003 (4 p.).

### La pensée hebdomadaire

« *L'expérience de l'été meurtrier, en nous montrant ce qui arrive quand on ne fait rien, devrait nous prouver tout au contraire qu'il y a vraiment quelque chose à faire. Je ne me résigne pas à notre impuissance collective. Puisque ce désordre est d'origine humaine, il est donc en notre pouvoir de réparer et, mieux encore, de prévenir.* »

Source : Jacqueline Lorthiois, socioéconomiste, « D'où vient la croyance qu'on ne peut rien faire », ADELS, *Territoires*, novembre 2003 (p. 30).